

MARKET VIEW 2021

PERSPECTIVES DU MARCHÉ



CHÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR,

Certes nous ne sommes pas armés contre tout. Cependant, les derniers mois ont démontré notre capacité à nous réorienter et à trouver des solutions même en cas de crise mondiale. Ce constat est précieux et peut être transposé à d'autres domaines. Dans notre métier, nous sommes confrontés au durcissement des marchés, à la restructuration des systèmes d'assurances sociales et à la fragilité des réseaux. Mais il existe des clés pour maîtriser la situation. Les réflexions et analyses de nos Risk Practice Leaders présentées dans cette publication vous donneront quelques pistes pour y parvenir.

Meilleures salutations



Lisa Spaar



Lisa Spaar
Responsible Risk Practices

PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE DTA 4 – TOUJOURS PLUS DE PROVISIONS POUR LES RENTIERS

Les directives techniques (DTA) de la Chambre Suisse des experts en caisses de pensions complètent ou précisent les dispositions légales en vigueur. En vertu de la DTA 4, des provisions pour les engagements en cours de plus en plus élevées sont nécessaires, entraînant des répercussions sur la rémunération des avoirs et les taux de conversion.

Le taux d'intérêt technique permet d'actualiser les prestations de retraite en cours des bénéficiaires de rentes pour en déterminer les réserves nécessaires. Plus le taux d'intérêt technique est bas, plus les engagements pour les prestations en cours sont élevés. La DTA 4 fixe le taux d'intérêt technique de référence. Sa valeur est calculée à partir du rendement moyen des obligations de la Confédération à 10 ans des 12 derniers mois, majoré de 2,5 %. Lors de l'utilisation de tables périodiques, une déduction de 0,3 % vient s'ajouter. Le taux ainsi calculé doit se situer, avec une marge appropriée, en dessous du rendement net attendu sur la base de la stratégie de placement. Le taux d'intérêt technique recommandé se situe actuellement entre 1,75 et 2,00 %.

DIMINUTION DES PROMESSES DE RENTES

De nombreuses institutions de prévoyance avec des taux d'intérêt techniques plus élevés doivent renforcer les provisions pour les prestations de prévoyance au détriment de la performance des investissements. De plus, les provisions pour des pertes sur retraites doivent être augmentées si le taux de conversion

pour le calcul des nouvelles rentes n'est pas réduit en conséquence. La constitution de réserves conduit à une rémunération plus faible des avoirs de vieillesse, qui, liée à la baisse du taux de conversion, entraîne la diminution des promesses de rentes. Ce phénomène concerne principalement la génération des baby-boomers qui sont proches de la retraite. Les plus jeunes ont au moins la chance que les intérêts contribuent davantage à la constitution de capital-vieillesse du fait de la réduction des engagements de l'institution de prévoyance.

! SUJET D'ACTUALITÉ

La fixation du taux d'intérêt technique selon la DTA 4 a un impact sur les taux de rémunération, les taux de conversion et la constitution de provisions.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES

NATIONAL

Affiliations à une fondation collective →
Assurances risque pour les fondations →



Raphaël Ducret
Practice Leader
Prévoyance
professionnelle

ASSURANCES CHOSES PROGRAMMES D'ASSURANCES GLOBAUX

Les entreprises actives au niveau international ont actuellement la vie dure. En plus de la pandémie, elles sont confrontées à un marché des assurances peu favorable caractérisé par des hausses de prix, des couvertures limitées, des capacités réduites et des demandes d'informations accrues des assureurs.

Les entreprises dont la structure nécessite un programme d'assurances global sont souvent confrontées à la complexité du placement des couvertures au niveau mondial. Les termes de « good local standard » ou « best local standard » s'y retrouvent souvent, reflétant la promesse faite par les assureurs de fournir à leurs clients une couverture uniformisée au niveau mondial. L'assureur émet une police locale avec une couverture optimale, fondée sur les dispositions de la police Master. Il passe par sa succursale ou des partenaires locaux. Toutefois, chaque pays a ses pratiques et conditions d'assurance et la promesse est difficile à tenir, les deux termes précités n'étant pas clairement définis.

WORDING UNIFORMISÉ AU NIVEAU MONDIAL

Certains assureurs ont déjà uniformisé la terminologie au niveau mondial, d'autres leur emboîtent le pas. Ainsi, les polices se ressemblent dans le monde entier, à l'exception des spécificités locales qui s'imposent. Pour éviter des différences de cou-

verture d'un pays à l'autre au sein du programme global et pour faciliter le traitement des sinistres, les polices sont souvent rédigées en anglais, avec des définitions et conditions valables au niveau mondial.

Chaque entreprise doit avoir une vue d'ensemble de ses assurances pour combiner les polices et éviter les redondances, et pour atteindre le « good » ou le « best local standard ». Marsh Global Connect est l'outil idéal pour y parvenir.

! SUJET D'ACTUALITÉ

Une parfaite connaissance des coûts et des couvertures de votre entreprise permet d'optimiser de manière ciblée vos programmes d'assurances globaux.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES

	NATIONAL	INTERNATIONAL
Assurances choses	→	↗
Assurance technique	→	↗



Samuel Egger
Practice Leader
Assurances choses

RESPONSABILITÉ CIVILE CONSÉQUENCES DE LA NOUVELLE LCA

Après un long développement, la révision de la Loi sur le contrat d'assurance (LCA) entrera en vigueur en 2022. Les implications pour l'assurance responsabilité civile sont considérables.

Selon le nouvel article 60 LCA, la personne lésée dispose d'un droit direct contre l'assureur. L'assureur est responsable au même titre que la personne qui a causé le dommage. Par conséquent, dans des cas extrêmes, le sinistre peut être réglé sans l'assuré et éventuellement contre ses intérêts. Auparavant, ce droit de recours direct de la personne lésée n'existait que dans les cas d'assurance responsabilité civile obligatoire pour les risques particulièrement exposés. Désormais, cette possibilité sera ouverte à toutes les parties lésées. On peut supposer que la fréquence des sinistres va augmenter.

DEMANDES IMPORTANTES EN PERSPECTIVE

En outre, l'assurance couvre désormais également les prétentions récursoires de tiers (art. 59 LCA). L'exclusion qui existait auparavant dans les contrats d'assurance est donc obsolète. Les assureurs responsabilité civile seront exposés à d'importantes réclamations, notamment de la part des assureurs sociaux, qui répercuteront leurs dépenses de traitements médicaux. Contrairement à de nombreuses parties lésées, les assureurs sociaux n'ont pas peur des litiges et sont organisés de manière professionnelle. Cette évolution entraînera une augmentation des paiements compensatoires.

Ces nouvelles dispositions, ainsi que d'autres, renforcent la position des consommateurs et mettent fin aux réglementations historiques qui ont protégé

gé le secteur des assurances jusqu'à présent. Cette évolution est à saluer du point de vue du client, mais elle s'accompagnera d'une augmentation des primes. Nous continuerons à vous fournir des conseils et un soutien à cet égard.

! SUJET D'ACTUALITÉ

La nouvelle LCA apporte des améliorations pour les preneurs d'assurance, mais elle entraîne aussi une hausse des primes.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES NATIONAL INTERNATIONAL

Assurance responsabilité civile → ↗



Jean-François Léchat
Practice Leader
Responsabilité civile

ASSURANCES DE PERSONNES LES EMBÛCHES DU HOME OFFICE

Obligatoire ou recommandé, depuis le début de la pandémie, le home office est devenu tendance. Les employeurs doivent respecter certaines règles pour ne pas s'exposer à des coûts de risques élevés.

Les règles de télétravail diffèrent d'une entreprise à l'autre. Que le bureau se déplace dans une résidence secondaire, un bus camping ou un bel hôtel, chaque variante s'accompagne de nouveaux risques. Quelles répercussions y a-t-il sur les assurances sociales si un employé travaille depuis l'Italie pendant 6 mois ? Qui couvre le vol d'un ordinateur portable survenu en montagne ? Qui est responsable de la perte de documents clients entre la maison et le bureau ? À qui la faute pour un projet retardé à cause d'une panne de Wifi ? Qui couvre une cyberattaque sur un portable et le piratage de données qui en découle ?

HOME OFFICE À L'ÉTRANGER – UN SUJET DÉLICAT

Le télétravail est simple à gérer du point de vue des assurances en Suisse, il devient toutefois délicat pour des questions de lieu d'assujettissement aux assurances sociales s'il est fait à l'étranger. Pendant la pandémie, des exceptions pragmatiques ont été faites, mais il faut s'attendre au retour imminent de l'assujettissement à l'étranger, avec des conséquences financières très lourdes. Outre l'activité depuis l'étranger, les questions de permis de travail ou de fiscalité, il peut y avoir des obligations de prestations qui ne peuvent pas être respectées en vertu du droit suisse, impliquant des provisions budgétaires peu appréciées. Ainsi, bon nombre d'entreprises invitent leurs collaborateurs à revenir en Suisse.

D'autres limitent le télétravail à un jour par semaine pour les frontaliers. Les déclarations de sinistres en home office sont problématiques, puisque leur surveillance ne correspond pas au lieu assuré.

! SUJET D'ACTUALITÉ

Pour éviter toute prise de risque, il est pertinent de limiter le home office et de mettre en place un processus de gestion des risques.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES NATIONAL INTERNATIONAL

Assurance indemnités journalières en cas de maladie	↗	↗
Assurance accidents	↗	↗
Assurance accidents complémentaire	↗	↗
Assurance voyages d'affaires	→	→



Yann Delessert
Practice Leader
Assurances de personnes

RISQUES SPÉCIAUX ET CYBERRISQUES

FINANCIAL LINES QUO VADIS

Les temps sont durs pour les assurés : le marché des Financial Lines s'est considérablement durci, et la tendance perdure. Côté cyberassurance, les assainissements se poursuivent. D'où l'importance de bénéficier de conseils compétents.

En Suisse, les premières assurances Financial Lines remontent à 40 ans. Initialement très dépendant de Londres, le marché a progressé pour devenir un important pilier local de l'industrie et des prestataires de services suisses. Dès 2008 et pendant plus de 10 ans, le marché d'acheteurs était en position de force, avec de nombreux prestataires, des capacités en hausse et des primes en baisse. Aujourd'hui, le marché subit un durcissement important dans tous les types d'assurances Financial Lines, soit D&O, RC professionnelle, Abus de confiance, EPLI et Cyber. Selon le Marsh Global Insurance Market Index, les primes dans les branches d'activité entreprises ont progressé de 18 % au niveau mondial (Q4 2020 +22 %), tandis que le marché des Financial Lines a augmenté de 40 % (Q4 2020 +47 %). Il s'agit du 14^{ème} trimestre de hausse consécutive, bien que légèrement plus faible que les précédentes. Affichant une petite lueur à l'horizon, de nouvelles compagnies d'assurances disposent de capacités. Peut-on y voir un signe que le plafond a été atteint et que les marchés se stabilisent ?

AUCUN REVIREMENT DE TENDANCE EN VUE

L'assouplissement est à peine perceptible. Les sommes d'assurance continuent de diminuer, les primes sont toujours à la hausse, accompagnées de conditions plus restrictives. Toutefois, les assureurs comptent sur leurs forces, se concentrant sur leurs compétences de base, procédant à des souscriptions solides, couvrant des risques en ligne avec leur stratégie. Ils ne sont plus prêts à d'importantes concessions pour gagner des parts de marché ou pour les relations clients.

CYBERASSURANCE EN MUTATION

L'assainissement du marché cyber se poursuit. Certains assureurs se sont retirés du marché ou ont fortement réduit leurs offres en raison des faibles marges. Les compagnies d'assurance ont fortement développé et étendu la gamme de cyberassurances ces dernières années. Les clients étaient conscients des risques et les avaient en partie recensés, mais beaucoup hésitaient encore à les assurer. Marketing à l'appui, les assureurs sont alors passés à l'offensive en proposant, entre autres, des processus de souscription facilités. En parallèle, le développement fulgurant de la digitalisation mondiale a propulsé les cyberrisques dans le top 5, puis même le top 3 des

risques d'entreprises. Les assureurs ont été submergés d'annonces de sinistres. Il est arrivé qu'un quart des polices de notre portefeuille soit touché par des cyberincidents. Actuellement, les actuaires semblent avoir repris les rênes. Les solutions globales avantageuses ont été remplacées par des couvertures individuelles des cyberrisques offertes à des prix adaptés au marché. Les assureurs veulent connaître les risques et les processus et mener une analyse approfondie pour adapter les conditions au niveau de risque. Une entreprise ne remplissant pas les conditions de souscription se verra proposer au mieux une assurance réduite et standardisée. Le besoin de conseils a fortement augmenté. Il est essentiel que nous restions précis et intransigeants pour le bien de nos clients.

! SUJET D'ACTUALITÉ

Les assurés devront patienter jusqu'à l'assouplissement des marchés. Avantage à ceux qui sauront se faire conseiller.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES

	NATIONAL	INTERNATIONAL
Risques spéciaux	↗	↗
Assurance responsabilité civile des dirigeants	↗	↗
Cyberassurance	↗	↗
Assurance contre les abus de confiance	↗	↗
Assurance crédit	→	→



Pascal Clerc
Practice Leader
Risques spéciaux

ASSURANCES POUR LES VÉHICULES ET LE TRANSPORT

FRAGILITÉ DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

L'impact du COVID-19 sur la mobilité et le transport de marchandises par voie terrestre, maritime et aérienne a été colossal. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont fragilisées par les retards et surcharges.

ASSURANCES TRANSPORT

Les conséquences de la pandémie sur ce secteur sont importantes, notamment sur le transport maritime impacté par la chute du volume des commandes de biens de consommation pendant le confinement. Les commandes ont fortement repris, mais la logistique peine à suivre : Les livraisons prennent du retard, l'approvisionnement des stocks est décalé et les coûts du fret maritime ont considérablement augmenté. Comme 80 % du commerce mondial s'opère par la mer, les conséquences sont lourdes. Un imprévu comme l'accident de l'Ever Given dans le canal de Suez suffit pour mettre en évidence la vulnérabilité du transport maritime. La voie aérienne n'offre pas d'allègement, les limites de capacités poussent les prix à la hausse.

Certaines entreprises remettent en question et diversifient leurs chaînes d'approvisionnement pour être moins tributaires de certaines régions. Le mouvement est renforcé par la glocalisation, le commerce direct ou la délocalisation de proximité. Ces changements vont parfois à l'encontre de l'efficacité économique – probablement bien au-delà du COVID-19.

ASSURANCES VÉHICULES À MOTEUR

Le home office a bouleversé le comportement en matière de mobilité. L'utilisation des transports publics a chuté, les kilomètres parcourus sur les routes ont baissé drastiquement. Quel impact cela a-t-il eu sur les assurances ? Curieusement aucun pour l'instant. Les accidents de la circulation sont restés stables malgré le confinement, probablement du fait de l'abandon des utilisateurs des transports publics au profit de la voiture. Aujourd'hui, le trafic routier a quasiment retrouvé son niveau d'avant COVID-19, avec une tendance à la hausse. Il faudra attendre 2022 pour y voir plus clair.

La pandémie a eu une incidence comptable sur la valeur des actifs au niveau des flottes dont les véhicules ont souvent parcouru moins de kilomètres que prévu au budget. Ceci devrait occuper les fiscalistes. Côté privé, beaucoup ont opté pour la voiture électrique. Une tendance encore peu marquée dans les

flottes d'entreprises. Le changement vaudrait pourtant la peine, les assureurs accordant actuellement des réductions de primes de 20 à 25 % sur les options e-mobile pour flottes.

AVIATION

Le marché de l'assurance s'est considérablement durci ces dernières années en raison de nombreux sinistres majeurs. La pandémie a forcé à l'arrêt une grande partie du transport aérien. Certains assureurs se sont retirés, d'autres ne supportent plus le risque seuls. La perte de capacité, la diminution de la demande et le bilan des sinistres ont conduit à une forte augmentation des primes. Peu de vols ont été opérés durant le confinement, mais le niveau de réclamations reste élevé dû aux nombreux incidents survenus au sol. Les assurés n'ont que peu d'options. Il est important qu'ils évitent les risques, par ex. par le perfectionnement constant du personnel au sol et la formation des pilotes sur simulateurs.

L'aviation devrait retrouver un nouvel élan après la pandémie. Il sera essentiel pour ce secteur de savoir répondre à une hausse soudaine de la demande et appréhender une éventuelle volatilité.

! SUJET D'ACTUALITÉ

L'évolution des chaînes d'approvisionnement dans un marché en pleine mutation représente un sérieux défi pour les assureurs transport.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES	NATIONAL	INTERNATIONAL
Assurances transport	↗	↗
Assurances véhicules à moteur	↗	↗
Assurances d'aéronefs	↗	↗



Pascal Gendre et Kevin Grau
Practice Leaders
Assurances transport,
resp. assurances véhicules à moteur

PRESTATIONS INTERNATIONALES POUR LES SALARIÉS

AVANTAGES DES PROGRAMMES GLOBAUX

Au-delà d'un certain niveau de prime, une solution internationale pour gérer les prestations d'assurances vie, accidents et invalidité, et dans une certaine mesure, la couverture maladie, peut s'avérer plus efficace. Ainsi, les multinationales ont une influence globale sur le choix des assureurs locaux.

Dans un programme global d'avantages sociaux « Employee Benefits » (EB), les polices d'assurance locales sont placées auprès des partenaires locaux d'une compagnie d'assurance ou d'un réseau global. Elles sont réassurées de manière centralisée et regroupées au sein d'un portefeuille unique, permettant ainsi d'exercer un effet de levier au niveau mondial sur les coûts et les conditions. Les polices locales demeurent afin de garantir le respect des réglementations spécifiques à chaque pays, de même que l'accès aux services locaux d'administration et de gestion des sinistres.

Différences entre un programme EB et un programme global P&C :

- Des polices locales d'assurances vie, maladie, accidents et invalidité sont presque toujours requises.
- Un contrat-cadre global au lieu d'une police « Master ».
- La libre prestation des services au sein de l'UE est rarement utilisée en raison de spécificités locales.
- Les notions de « différence in conditions » et « différence in limits » deviennent caduques.
- Les paiements ou versements de prestations provenant de polices non agréées sont complexes selon le type de prestation (par ex. retraites) et la nature des bénéficiaires finaux (principalement des particuliers).

- L'étendue de la couverture varie d'un pays à l'autre et une harmonisation n'est guère possible, ce qui entraîne une fixation des primes spécifique à chaque pays.
- Les risques sont souvent regroupés dans un seul compte de réassurance qui offre une vision globale de la tarification, de la couverture et des sinistres.
- Un programme international d'avantages sociaux peut favoriser une couverture plus cohérente dans les différents pays.

Les entreprises ne devraient pas adopter un programme mondial d'EB pour des raisons purement économiques. Elles devraient inclure dans le processus décisionnel les avantages de la stabilité des prix à long terme, d'un contrôle et d'une transparence accrue, et d'un financement des risques adapté.

! SUJET D'ACTUALITÉ

Les programmes mondiaux d'EB peuvent apporter des avantages en matière de coûts et de conditions d'assurance.

\$ ÉVOLUTION DES PRIMES

INTERNATIONAL

Assurance santé collective internationale ↗
International Employee Benefits ↗



Dag Zwikker
Practice Leader
International
Employee Benefits

KESSLER EN BREF

Kessler est l'entreprise leader dans le domaine du conseil en risques, assurances et prévoyance en Suisse. Nous nous occupons de plus de 1 000 moyennes et grandes entreprises suisses issues des services, du commerce et de l'industrie ainsi que du secteur public. Grâce à nos compétences dans les différents secteurs économiques, à nos collaborateurs qualifiés et à notre position de leader sur le marché, nous contribuons de manière significative au succès durable de nos clients. En tant que partenaire fiable, nous suscitons leur enthousiasme et leur ouvrons de nouvelles perspectives par notre gestion sûre des risques. Fondée en 1915, Kessler compte aujourd'hui 300 collaborateurs travaillant au

siège à Zurich et sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel, Saint-Gall et Vaduz. En tant que partenaire suisse de Marsh, nous faisons depuis 1998 partie d'un réseau de spécialistes issus de toutes les branches de gestion des risques et disposons d'une grande expérience dans le suivi des programmes d'assurances globaux. Marsh est active dans plus de 130 pays et le principal courtier en assurances et conseiller en gestion des risques et fait partie de Marsh McLennan (NYSE : MMC).

Vous trouverez de plus amples informations, sous www.kessler.ch, www.marsh.com, www.mmc.com.

KESSLER & CO SA
Rue Pépinet 1
Case postale 6648
CH-1002 Lausanne
T +41 21 321 60 30
www.kessler.ch